

PARTIE II : LES PROBLEMES ET SOLUTIONS LIES A LA PRODUCTIVITE AGRICOLE

Dans cette partie, sont étudiés successivement dans deux trois grands chapitres la productivité des principaux produits agricoles malgaches, quelques analyses FFOM des principaux produits agricoles malgaches et enfin quelques recommandations relatives aux problèmes ainsi posés.

CHAPITRE I : LA PRODUCTIVITE DES PRINCIPAUX PRODUITS AGRICOLES MALGACHES

I-1- Les céréales

Dans notre étude, sont considérés comme principaux céréales malgaches le riz qui constitue le premier aliment de base des malgaches et le maïs.

I-1-1-Le riz

I-1-1-1- Description

Le riz constitue l'aliment de base des Malgaches. La consommation de riz est classée parmi les plus fortes du monde : en moyenne 113 kg / tête / an. La variété la plus consommée est locale (90% des ménages), à Antananarivo (98% des ménages). Les villes côtières consomment plus du riz importé : Toamasina 37% des ménages, Tuléar 54% des ménages. L'autoconsommation de riz représente 64% de la production en 1999.

Le riz occupe une dimension socioculturelle importante, étant impliqué dans les différents rites heureux ou malheureux. La riziculture constitue l'activité principale des agriculteurs dans presque toutes les régions.

Par ce contexte socio-économico-culturel du riz, on peut appréhender toute la dimension du problème posé par le défi lancé qui est de viser une augmentation de la productivité dans un laps de temps relativement court, afin de réduire le déficit de production actuel et de permettre au pays de redevenir exportateur net de riz.

I-1-1-2- L'importance du riz dans l'économie malgache

L'économie nationale est largement dominée par le riz ; 70% de la population totale et 80% de la population agricole font de la riziculture. La filière Riz constitue la première activité économique en termes de volume, générant une valeur ajoutée de 2 661 Milliards FMG en 1999. En 1999, elle contribue à 12% du PIB en termes courants (23 000 Milliards FMG selon l'INSTAT), et à 43% du PIB agricole égal à 27% du PIB total. Aussi les performances du secteur rizicole déterminent-elles largement celles du secteur agricole et de manière significative celles de l'économie nationale.

La performance de chaque région en terme de productivité est présentée dans le tableau ci-après. Les superficies régionales relatives aux systèmes de riziculture ne sont pas disponibles, la production par système de riziculture est estimée sur la base des rendements moyens. Ceci donne 2 766 300 t.

Tableau 2- Le rendement (kg/ha) des principaux systèmes de riziculture par région

Systèmes rizicoles	Nord	Nord Ouest	Centre Ouest	Hauts Plateaux	Est	Alaotra	Moy.	Superficie (ha)	Production (t ³⁴)
Aquatique ³⁵	1,5	1,4	2,0	3,2	1,7	2,6	2,1	1 163 000	2 442 300
Pluvial	0,8	0,8	1,2	2,6	1,7	2,0	1,5	136 000	204 000
Tavy	1,0	-	-	-	0,7	0,6	0,8	154 000	120 000
Totaux								1 400 000	2 766 300

Source : Rapport annuel du MAEP : filière riz, MAEP, 2004, p.7

D'après ce tableau, on peut déduire que d'une manière synthétique le rendement rizicole pour Madagascar est de l'ordre de 1,97 t/ha.

I-1-2- Le maïs

Le maïs est considéré comme une culture vivrière utilisée essentiellement comme aliment de base surtout pour la population du Sud. Il occupe la troisième place en superficie (192 135 ha)

³⁴ Estimation

³⁵ Systèmes aquatiques = cultures irriguées (avec aménagement) + cultures inondées de bas-fonds.

après le riz et le manioc. Le maïs est aussi utilisé dans l'alimentation animale, dans l'industrie (brasserie, provenderie, etc.)

I-1-2-1- Le système de production

On distingue trois niveaux de culture du maïs à Madagascar :

La culture traditionnelle : petits exploitants sans utilisation d'intrants exogènes. Le rendement moyen est de l'ordre de 1 t/ha.

La culture semi-intensive : utilisation de fumure minérale et de variétés améliorées. Le rendement obtenu varie de 2 à 3 t/ha.

La culture intensive : grands exploitants et industriels, avec mécanisation et fertilisation complète. Le rendement peut aller jusqu'à 8 à 10 t/ha avec les variétés hybrides. Les grandes exploitations (d'environ 10 ha) se rencontrent surtout dans le Vakinankaratra au nombre de 24, et le Menabe au nombre de 10.

I-1-2-2- Les produits

Le maïs occupe environ 200 000 ha pour une production de 170 000 t, soit un rendement moyen de 875 kg/ha.

I-2- Les tubercules

I-2-1-La pomme de terre

La pomme de terre occupe une place stratégique dans la politique de sécurité alimentaire car elle tient la quatrième place derrière le riz, le manioc et la patate douce. Elle contribue au niveau urbain à la diversification alimentaire, et au niveau rural elle est un complément du riz notamment en période de soudure. Pour les producteurs, la pomme de terre est devenue de plus en plus une culture de rente.

La pomme de terre est actuellement cultivée sur trois saisons dont deux saisons en culture pluviale et une en contre-saison sur rizière. Ceci explique la présence du produit sur les marchés pratiquement toute l'année. La culture de la pomme de terre est, dans la majorité des cas, pratiquée avec de l'engrais chimique ou au moins du fumier. En rotation culturale, la pomme de terre s'avère un bon précédent du riz en procurant une augmentation de rendement du riz de l'ordre de 30%.

Les rendements varient d'une saison à l'autre et d'une région à l'autre. L'étude menée par l'UPDR en 2002, dans 7 zones montre que le rendement varie de 8 t/ha à Manjakandriana à 30 t/ha à Antsirabe en saison pluviale sur tanety, et de 10 t/ha à Ambatolampy à 30 t/ha à Faratsiho en contre-saison sur rizière avec des techniques de production allant du traditionnel, à l'intensif.

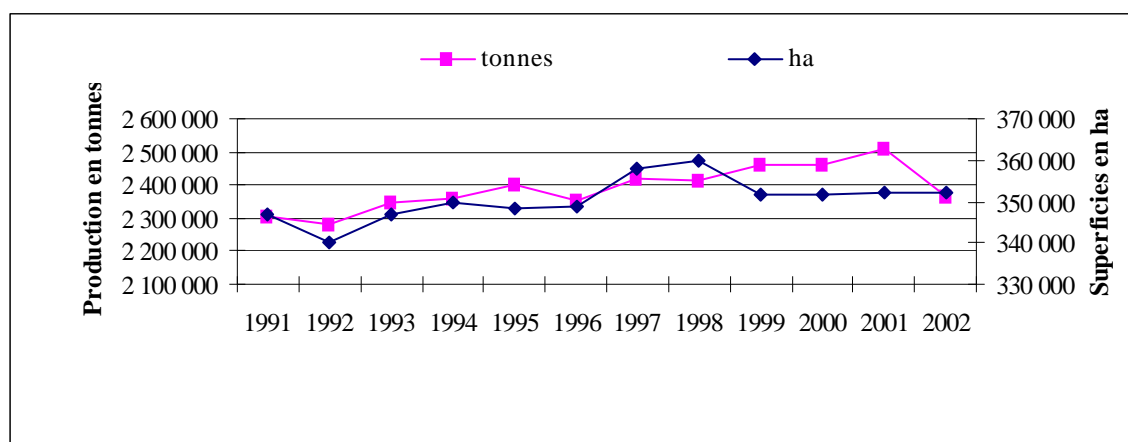
I-2-2- Le manioc

Le manioc est cultivé dans toutes les régions de Madagascar et constitue le deuxième aliment énergétique de base de la population. Il occupe la deuxième place aussi bien en superficie cultivée qu'en volume de production annuelle après le riz.

« Le manioc est une plante qui ne pousse que dans les régions tropicales et tempérées chaudes. L'optimum de rendement peut être obtenu avec 1000-2000 mm de pluie, une température moyenne de 23°C-25°C. Au-dessous de 10°C et au-dessus de 40°C la végétation est réduite. La culture du manioc s'étend entre 30° Nord et 30° Sud et peut réussir jusqu'à 2000 m d'altitude. »³⁶

La production moyenne de manioc totalise près de 2 400 000 t/an. En 2002, elle a été de 6,72 t/ha 2 366 250 tonnes pour 352 345 ha (Statistiques agricoles. 2002). Le rendement moyen va de 7 t/ha en milieu paysan jusqu'à 20-30 t/ha dans les cultures industrielles. 60% de la production est auto consommée, le reste est destiné à la vente (25%) et à d'autres utilisations (15%). (INSTAT.EPM1999).

Graphique 1 : Evolution de la production et de la superficie de 1991 à 2002



Source : Statistiques agricoles, INSTAT, 2002

³⁶ Cité par MAEP Rapport annuel du Ministère de l'Agriculture de l'Élevage et de la Pêche : filières Agriculture : filière manioc, 2004, p.6

I-3- Les produits industriels

I-3-1- La canne à sucre

La canne à sucre est rencontrée dans toutes les provinces de Madagascar. En 1999-2000, sur une superficie totale de 67 000 ha, la culture industrielle représente seulement 10 000 ha.

« La canne à sucre est une plante des régions tropicales ensoleillées. Elle supporte les températures élevées mais craint le froid. La température optimale pour sa croissance est de 26°C à 33°C. Au-dessous de 15°C à 18°C, la croissance est ralentie. La canne à sucre s'accommode de tous les types de sols allant de 70% d'argile à 75% de sable, mais elle préfère plutôt le sol limoneux bien drainé avec un pH 5 à 6. Les besoins en eau sont élevés. Ils sont de 100 à 170 mm par mois pendant la période de végétation, soit 1000 à 2000 mm par an avec une saison sèche marquée de 4 à 5 mois. Il est habituellement admis qu'il faut 15 mm d'eau par tonne de canne par hectare à une altitude de 700 à 800 mètres sous les tropiques. »³⁷

I-3-1-1- Les produits dérivés de la canne à sucre

La canne à sucre est cultivée pour ses tiges qui contiennent un jus sucré dont on en extrait le sucre. Elle peut être consommée directement comme canne de bouche ou après transformation. Selon les procédés de transformation, les produits et sous produits obtenus sont :

-par la transformation artisanale : l'alcool « betsabetsa » et le « toaka gasy », et le sucre « Siramamy gasy »

-par la transformation industrielle : le sucre et deux sous produits : (i) la mélasse utilisée pour la fabrication d'alcool et l'alimentation des animaux, (ii) la bagasse utilisée comme combustible dans les chaufferies des usines.

I-3-1-2- Les rendements

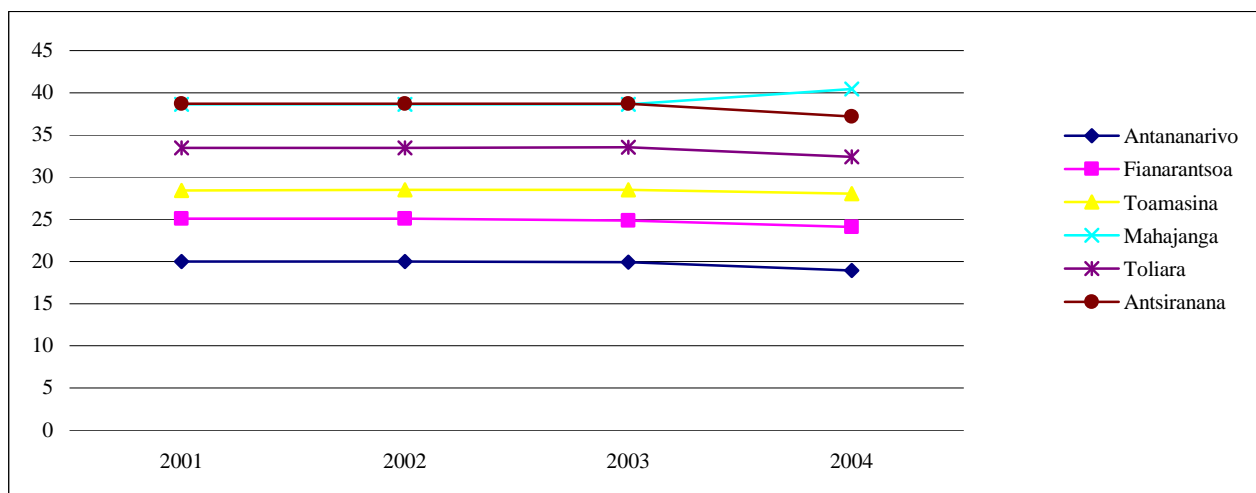
Il est à remarquer que la province d'Antananarivo et de Mahajanga ont presque les mêmes rendements de 2001 à 2003. C'est en 2004 que la province d'Antananarivo a connu une hausse de rendement par rapport à celui de 2003, alors que pour la province de Mahajanga la

³⁷ Cité par MAEP, Rapport annuel du Ministère de l'Agriculture de l'Elevage et de la Pêche : filières Agriculture : filière canne à sucre, 2004, p.4

situation est inverse.

Le graphique suivant nous indique l'évolution du rendement (t/ha) par province de 2001 à 2004.

Graphique 2 : L'évolution du rendement (t/ha) de 2001-2004



Source : Annuaire agricole, INSTAT, 2004

La production totale de sucre est descendue à 50 000 t en 2001 alors qu'elle était de 70 000 t en 1996 et 100 000 t à la fin des années 80. La capacité optimale des deux usines étant de 140 000 t, les deux sociétés ne fonctionnent actuellement qu'au tiers de leur capacité.

Les difficultés financières actuelles des sociétés ne leur permettent plus d'assurer les entretiens des plantations, de là les chutes de rendement passant de 68 t/ha à 50 t/ha entre 1996 et 2000 pour la SIRAMA.

I-3-2- Le coton

Le coton est une plante pluriannuelle cultivée en plante annuelle, en particulier pour limiter les dégâts des parasites. Il exige beaucoup d'eau et de chaleur dans la phase végétative qui précède la floraison. « La température minimum pour le début de la germination des graines de cotonniers est de 12°C à 15°C pour les espèces cultivées. Au-dessous de ces températures, toute végétation s'arrête. Le besoin est de plus de 700 mm d'eau durant son cycle végétatif. Les phases de fructification et de maturation nécessitent des jours très

ensoleillés. »³⁸

L'alimentation hydrique du coton en culture pluviale et de décrue est conditionnée par une pluviométrie non seulement suffisante mais surtout régulière pour assurer une bonne humidification du sol. Les différences de rendements entre les cultures pluviale et de décrue vont du simple au double (0,5 t/ha et 1,2 t/ha).

I-3-2-1- Les rendements

Le coton est cultivé sous trois conditions de cultures (pluviale, irriguée, décrue). Les performances de chaque type de culture en 2002 sont présentées dans les tableaux ci-après.

Tableau 3 : La performance de chaque type de culture (campagne 2000)

Types de culture	Surfaces		Productions		Rendements
	ha	%	t	%	t/ha
Total culture de décrue	9 748	34	15 404	56	1,580
Total culture pluviale	17 562	62	10 988	40	0,626
Total culture irriguée	1 243	4	977	4	0,786
Total général	28 553		27 369		0,959

Source : Rapport annuel du MAEP : filière coton, MAEP, 2004, p.8

I-3-2-2- Les produits

L'évolution de la production de coton graine est illustrée par le graphique ci-après. On constate que la production n'a cessé de diminuer depuis cinq ans (1997-2001) il en est de même pour les rendements. Durant cette période, la production est passée de 36 195 à 26 674 tonnes et les rendements de 1,3 t/ha à 0,9 t/ha. La production cotonnière est fournie à 62% par les cultures pluviales. Les aléas climatiques dans les zones de cultures pluviales sont préjudiciables à la régularité de la production cotonnière. Il en est de même des cultures paysannes qui sont très dépendantes de la capacité de HASYMA à assurer l'encadrement technique et l'achat de la production. Près de 80% de la production totale de coton est fournie par les paysans.

³⁸ Cité par MAEP, Rapport annuel du Ministère de l'Agriculture de l'Élevage et de la Pêche : filières Agriculture : filière coton, 2004, p.7

I-4- Les produits d'exportation

I-4-1- Le litchis

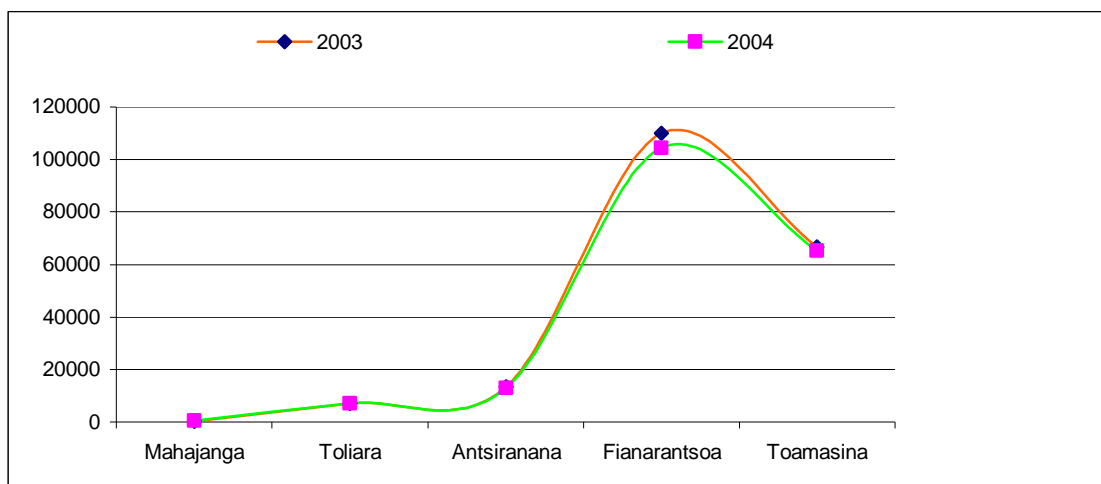
« Le litchi est planté dans les zones de fortes précipitations (2500-3000 mm) et d'altitude inférieure à 500m. La température maximale est de 35°C et la température minimale favorisant la floraison est de 15°C. On peut le rencontrer aussi dans les zones des Hautes Terres, mais les principales productions sont concentrées sur la côte Est depuis Tamatave jusqu'à Tolagnaro.

Partout dans les zones de production, les plantations sont déjà vieilles et n'ont reçu aucun entretien cultural. Elles donnent encore des bons rendements. L'âge du litchi peut dépasser 100 ans. »³⁹

La production fruitière est destinée essentiellement à l'exportation. Vu le problème de l'insécurité (vol sur pied), la qualité des produits est très hétérogène (fruits immatures), ce qui entraîne une hétérogénéité des produits aussi bien du point de vue du calibre que de la teneur en sucre.

Le graphique suivant nous donne l'évolution de la production de litchis par province de 2003 et 2004.

Graphique 3 : L'évolution de la production de litchis



Source : Annuaire agricole, INSTAT, 2004

³⁹ Cité par MAEP, Rapport annuel du Ministère de l'Agriculture de l'Elevage et de la Pêche : filières Agriculture : filière litchis, 2004, p.4

I-4-2- La vanille

D'après le rapport annuel du Ministère de l'Agriculture de l'Élevage et de la Pêche : filières Agriculture MAEP, 2004, trois souches de vanille en provenance du Mexique ont été introduites à la Réunion entre 1819 et 1822. La fleur de la vanille ne peut être fécondée que par une abeille ne vivant qu'au Mexique, il en résulte que le développement de sa culture n'a pu être effectif qu'en 1841 quand un jeune esclave de 12 ans nommé Albius a trouvé le moyen de rendre fertile les plants de vanillier. Découverte de la plus grande importance et par la suite on a pu améliorer le geste de la fécondation artificielle.

Début d'une ère de prospérité pour la Réunion, la méthode a été ensuite exportée vers d'autres pays de l'Océan Indien. A Madagascar, son introduction a eu lieu vers 1880 à Nosy Be et 1890 sur la côte Est. Les zones de production sont concentrées à l'Est, de Sambava à Manakara. La superficie est estimée à 29 500 ha. »⁴⁰

Ainsi, la vanille exige un environnement spécifique : climat tropical, de la chaleur et du soleil, une humidité élevée, beaucoup de pluies, un sol très sableux, très humifère et bien drainé.

Le rendement moyen actuel de vanille verte se situe entre 300-400kg/ha de vanille préparée. Pour une plantation respectant l'itinéraire technique, il peut atteindre 1000- 1400kg/ha. 1 kg de vanille verte permet d'obtenir 250 g de vanille

I-4-3- Le café

Le Canephora appelé communément du nom de la variété la plus répandue « Robusta » a été introduit à Madagascar vers le début des années 1940. La venue du café Canephora variété Robusta a mis en veilleuse l'Arabica, et ce jusqu'à présent. Le café Robusta occupe actuellement 95% de la caféiculture de Madagascar.

La production annuelle de café se situe aux environs de 70 000 tonnes dont 5% d'Arabica exclusivement consommé sur place. Les rendements sont très bas de l'ordre de 200-300 g par pied contre 500 g-1 kg dans le monde. Mais cette situation peut être renversée par un effort au moins de rajeunissement des plantations par recépage. La production de café à Madagascar n'a cessé de diminuer depuis 40 ans

Par ailleurs, la qualité du café malgache n'a cessé de chuter, notamment en terme de granulométrie, de présentation (homogénéité, couleur) et de taux d'humidité.

⁴⁰ Cité par MAEP, Rapport annuel du Ministère de l'Agriculture de l'Élevage et de la Pêche : filières Agriculture : filière vanille, 2004, p.6

CHAPITRE II : ANALYSES FFOM

L'analyse FFOM ou SWOT (Strength, Weakness, Opportunity, Threat) consiste à étudier simultanément les forces, les faiblesses, les opportunités ainsi que les menaces qui entourent un tel sujet. Dans notre cas, il s'agit d'analyser la productivité des principaux produits agricoles que nous avons décrits tout à l'heure sous quatre angles cohérents.

II-1- Analyses par filière

II-1-1- Les céréales

Comme l'on n'a considéré que deux types de céréales, il convient de mettre, tout d'abord, en considération le riz.

II-1-1-1- Le riz

II-1-1-1-1- Les forces

Sur le plan technique sont considérés comme forces le savoir-faire séculaire des paysans malgaches, les habitudes d'entraide/solidarité des producteurs. Nous avons aussi des centres de recherche capables de fournir de nouvelles technologies qui sont très importants pour augmenter la productivité rizicole malgache. Ainsi, étant démontré que l'érosion va diminuer la productivité, il y a lieu de proposer que les nouvelles techniques de culture permettant de régénérer la fertilité du sol et de lutter contre cette érosion. Par ailleurs, l'existence des organisations de développement rural menées par le gouvernement constitue véritablement une des nos forces.

Sur le plan Economique, la politique actuelle visant la création des marchés ruraux ainsi que l'existence des institutions de Microfinance décentralisées accompagnée de la politique de détaxation totale des importations d'intrants, de matériels et équipements agricoles et l'appui à l'appui à l'immatriculation foncière ainsi que la politique de mise place de poste de gendarmerie sont vraiment des forces.

II-1-1-1-2- Les faiblesses

Puisque l'économie malgache est relativement faible alors que la riziculture domine l'agriculture malgache, il y a lieu de mentionner que les faiblesses sont d'autant plus nombreuses que les forces.

Il y a tout d'abord, la dégradation des ressources naturelles et des bassins versants (érosion, ensablement des rizières, pollution de l'eau) qui va entraîner inévitablement la détérioration de l'environnement naturel et baisse la fertilité des sols liée aux systèmes de culture (tavy et pluvial). L'enclavement de nombreuses zones de production, la défaillance des réseaux d'irrigation ainsi que la faible maîtrise de l'eau dans les périmètres irrigués vont baisser la productivité rizicole.

Sur le plan social et technique, le bas niveau d'instruction des producteurs, le faible accès aux nouvelles technologies (information, encadrement) surtout la faible application d'itinéraires techniques améliorés (SRA ne concerne que 25% des superficies rizicultivées et 45% de SRA sont sur Hauts-Plateaux. Faible niveau d'équipement sont essentiellement des grandes faiblesses. Ainsi, le contexte rural pousse les jeunes à l'exode rural alors que pour les pays moins avancés comme Madagascar, l'agriculture a besoin de tant de main-d'oeuvre.

Etant donné que la productivité est définie comme le rapport entre la production et les facteurs qui permettent de l'obtenir, le grand problème de la productivité rizicole se pose sur la faible capacité d'investissement des producteurs surtout en terme d'équipement. Outre que cela, les intrants et les matériels ont des coûts très élevés.

Par ailleurs, l'insécurité foncière liée au coût élevé d'acquisition des titres, à la complexité de la procédure d'acquisition des terres, à l'éloignement du service des Domaines, à la longueur du traitement des dossiers vont diminuer la productivité rizicole à moins qu'elle n'est pas rendue pire par la persistante de l'insécurité dans les campagnes.

II-1-1-1-3- Les opportunités

Peuvent être considérés comme opportunité en terme de productivité rizicole la tendance des paysans surtout des hauts-plateaux à pratiquer les nouveaux systèmes de riziculture tels que le SRA et le SRI ainsi que les conditions climatiques malgaches encore favorables malgré le commencement de la dégradation de l'environnement.

II-1-1-1-4- Les menaces

Les grands menaces impliqués à la riziculture sont essentiellement les cataclysmes climatiques et les fléaux tels que l'invasion acridien.

Après avoir analysé le riz, considérons ensuite le maïs.

II-1-1-2- Le maïs

II-1-1-2-1- Les forces

Les forces pour le maïs se présentent sous quatre angles à savoir le milieu naturel, l'amont, l'aval ainsi que la production. Le milieu naturel offre une large gamme de conditions climatiques à la culture. Il y a aussi une grande potentialité en superficie cultivable. Au niveau de l'amont, on peut se confier sur la présence des institutions de recherche (FOFIFA, FIFAMANOR...) capables de fournir des semences de base et de procéder à des innovations variétales et technologiques, à la présence de groupements de paysans semenciers, au développement de services de financement de proximité et à l'existence des opérateurs intervenant dans la vente des intrants. Au niveau de la production, l'existence des techniciens formés au niveau des régions, le savoir-faire et expérience des producteurs dans les zones ayant bénéficié du Projet National Maïs et bien entendu l'existence d'ONG de développement et d'assistance technique et organisationnelle pourraient accroître la productivité agricole, en l'occurrence maïs. Enfin, Au niveau de l'aval, le développement d'unités de transformation va stimuler la production de maïs, et par suite, il pourrait y avoir de l'économie d'échelle.

II-1-1-2-2- Les faiblesses

Comme toutes les autres cultures agricoles le maïs est aussi soumis aux cataclysmes naturels : cyclones, invasions acridiens, inondations, sécheresse, etc., aux sols fortement dégradés à cause des feux de brousse ainsi qu'à l'insécurité en milieu rural.

S'ajoutent encore les semences ordinaires de très mauvaise qualité utilisées par la majorité des planteurs, la faible utilisation d'équipements modernes, le coût élevé des intrants et la difficulté de l'accès à la terre. Par conséquent, le rendement à l'hectare est encore faible au niveau national. Ainsi, la présence de culture de type traditionnel : pas d'intensification, ainsi que la présence

d'adventices limitant la culture du maïs (striga), dans le Moyen-Ouest surtout et le faible taux d'adoption des technologies améliorées de production sont des faiblesses très remarquables.

En plus, les éléments suivants sont aussi considérés comme constitutifs des faiblesses : l'insuffisance de l'intégration agriculture-élevage pour assurer un surplus de valeur ajoutée aux paysans producteurs, le nombre élevé de collecteurs intermédiaires, le manque de communication et d'information entre producteurs et opérateurs, l'insuffisance des mesures d'incitation pour l'investissement dans la transformation du maïs et enfin l'enclavement de certaines régions productrices.

II-1-1-2-3- Les opportunités

Prend encore la première place en terme d'opportunité jusqu'à maintenant, pour le maïs l'existence de variétés hybrides à haut rendement ; ainsi s'ajoute la grande potentialité au niveau international pour la modernisation de la maïsiculture (technologies, équipements...)

II-1-1-2-4- Les menaces

Il n'y a pas de menaces exceptionnels pour le maïs, cela n'empêche pas de reprendre tous les menaces associés aux différentes cultures que l'on a déjà traitées tels que le changement climatique, la désertification qui entraîne la stérilisation des sols, etc.

II-1-2- Les tubercules

Sont pris comme tubercules dans notre étude le manioc et la pomme de terre.

II-1-2-1- Le manioc

II-1-2-1-1- Les forces

Les forces de la culture de manioc se basent essentiellement sur une large gamme de conditions climatiques favorables à la culture, des grandes potentialités en superficies cultivables (Moyen-Ouest, Sud-Ouest et Hauts-Plateaux), sur la présence du FOFIFA qui travaille en coopération avec des institutions de recherche internationales. En plus, les technologies

améliorées de production existantes et disponibles pour la relance de la filière et l'existence des techniciens d'encadrement au niveau DRDR sont aussi des forces.

II-1-2-1-2- Les faiblesses

Ses faiblesses sont remarquables sur l'inexistence de promotion de la filière, la difficultés d'approvisionnement en manioc frais (prix du transport et enclavement des zones de production). On remarque aussi que le rendement à l'hectare est faible de 7 t/ha contre des possibilités d'obtenir 12 t/ha ou plus. Il y a aussi bien la faible maîtrise des techniques de stockage que la difficulté d'extension des superficies cultivées pour des raisons d'ordre foncier et insécurité en milieu rural (vols sur pied).

II-1-2-1-3- Les opportunités

Tient encore comme opportunités l'existence de conditions climatiques favorables. En plus, considérons que la culture de manioc n'exige pas de traitements spécifiques, ni d'intrants de haute qualité.

II-1-2-1-4- Les menaces

Les conséquences sur l'état sanitaire sont les grandes menaces de la culture de manioc. En faisant référence à la productivité, la consommation de manioc va diminuer son niveau puisqu'en consommant plus de manioc, plus les facteurs de production vont s'accroître à cause des dépenses supplémentaires causées par la décalcification par exemple.

II-1-2-2- La pomme de terre

II-1-2-2-1- Les forces

Elles se sont mesurées par le désenclavement du grand bassin de Faratsiho grâce aux efforts actuels de réhabilitation des routes reliant Sambaina à Faratsiho, la culture de pomme de terre de contre-saison indemne de maladie répondant mieux aux besoins de l'exportation, la disponibilité de l'ordre de 300 000 ha de rizières pour une extension des cultures de contre-saison et enfin par l'augmentation du rendement du riz de l'ordre de 20 à 30% après pomme de terre en contre-saison.

II-1-2-2-2- Les faiblesses

Elles persistent sur la capacité très insuffisante en production de semence, à l'accès difficile aux semences de qualité pour les régions éloignées de FIFAMANOR. L'approvisionnement des zones côtières : zones déficitaires grevées par le coût élevé du transport terrestre (le chemin de fer ne fonctionne pas encore normalement) va diminuer le niveau de la productivité.

Le manque de capacité de stockage frigorifique pour résoudre l'incompatibilité du calendrier de production et des demandes (les besoins de Maurice se situent en janvier alors que la grande récolte de contre-saison se situe en août/septembre) et l'absence ou insuffisance de maîtrise de l'eau dans la plupart des rizières en saison sèche ainsi que l'accès difficile aux intrants sont aussi des faiblesses.

II-1-2-2-3- Les opportunités

Pour elle, la découverte de nouvelles méthodes de culture telle que la culture contre-saison peut accroître sa productivité. L'intervention des centres de recherche comme FOFIFA et FIFAMANOR constitue également des opportunités à ne pas négliger.

II-1-2-2-4- Les menaces

L'invasion des maladies comme la gale et le coût élevé des intrants spécifiques tels que les engrais chimiques, les anti-gales, etc. sont vraiment des menaces en ce qui concerne la productivité de la pomme de terre.

II-1-3- Les produits industriels

Nous ne retiendrons ici que la canne à sucre et le coton étant donné que Madagascar possède un nombre important de produits industriels. Ils sont exceptionnellement choisis d'être présentés ici grâce à leurs importantes potentialités économiques.

II-1-3-1- La canne à sucre

II-1-3-1-1- Les forces

Ce sont principalement le potentiel de superficies de 3700 ha rien que pour la SIRAMA et les planteurs qui peuvent fournir plus de 20% des besoins des industries, la capacité totale de production de sucre de 137 000 tonnes. De nombreux personnels ayant de l'expérience de la filière (7500 salariés permanents) sont aussi des atouts pour la filière

II-1-3-1-2- Les faiblesses

En première vue on constate un faible rendement des plantations associé à un faible rendement des usines (vétusté).

II-1-3-1-3- Les opportunités

A moyen terme, l'existence d'initiatives telles que : (i) Tout sauf les Armes (TSA) qui donne aux PMA un accès préférentiel (en franchise de droits et sans quota) pour presque tous les produits à l'exception de 3 produits sensibles: banane, sucre et riz est un vrai atout pour l'économie nationale

II-1-3-1-4- Les menaces

Les principales menaces sont toujours le changement climatique et le vieillissement des matériels de production, de transformation, de distribution, etc.

II-1-3-2- Le coton

II-1-3-2-1- Les forces

Elles portent sur la potentialité d'exportation du coton fibre de bonne qualité (Variétés sélectionnées), la potentialité en superficie et en main-d'œuvre pour l'extension de la culture, la bonne collaboration de HASYMA avec le FOFIFA pour la mise au point des techniques.

II-1-3-1-2- Les faiblesses

Ce sont la faible productivité (production et rendement en régression), les difficultés de contrôle des pressions parasitaires (défaut d'approvisionnement en pesticides), la difficulté de contrôle de la qualité des fibres dans certaines zones (Port Bergé) : collage. En outre, la faible capacité de stockage au niveau des producteurs pour assurer une bonne qualité des fibres en est ainsi.

II-1-3-1-3- Les opportunités

La possibilité d'employer des matériels performants et encore, le déclin de la production locale d'arachide pour la valorisation des graines de coton sont des opportunités pour ceux qui les possèdent.

II-1-3-1-4- Les menaces

Les menaces tournent encore sur l'état déplorable des routes et des infrastructures de desserte, la dégradation continuelle de l'environnement surtout par les feux de brousse, les risques climatiques (sécheresse pour les cultures pluviales, inondations pour les cultures de décrue) et enfin la détérioration progressive des réseaux d'irrigation.

II-1-4- Les cultures d'exportation

Les cultures d'exportation considérées sont successivement le litchi, la vanille et le café.

II-1-4-1- Le litchis

II-1-4-1-1- Les forces

Elles s'accroissent autour des ressources importantes disponibles en paysannat à proximité d'infrastructures portuaires. Ainsi, les coûts de production sont presque nuls à cause des avantages pédoclimatiques de la côte Est. Enfin, il existe aussi un faible coût de production

II-1-4-1-2- Les faiblesses

Le problème se pose principalement sur la qualité qui rend les produits non compétitifs au niveau mondial. Les plants sont aussi devenus vieux alors qu'il n'existe pas jusqu'à maintenant des initiatives à renouveler ces plants. En plus, les opérateurs ne peuvent pas ou ne veulent pas gérer le problème de la qualité entraînant ainsi une dégradation de l'image du litchi malgache au niveau mondial.

II-1-4-1-3- Les opportunités

Elles peuvent être présentées sous deux angles. D'abord, elles sont représentées par l'autorisation de traitement par soufrage entraînant une augmentation progressive des tonnages des fruits exportés, une garantie de conservation du litchi pendant plus de 4 semaines et une diminution du prix à l'importation par utilisation de la voie maritime. Ensuite, le litchi est très prisé en Europe au cours des fêtes de fin d'année. Les litchis des autres pays producteurs arrivent sur le marché international en dehors des période des fêtes (mi-janvier pour l'Afrique du Sud et juin pour les pays asiatiques).

II-1-4-1-4- Les menaces

La concurrence de marché avec l'île Maurice (en début décembre) et l'Afrique du Sud (en janvier) entraîne les producteurs malgaches à travailler de plus en plus dur. Ainsi, la concurrence marquée des fruits d'Afrique du Sud présente des calibres plus importants et une plus grande fraîcheur. Par ailleurs, les marchés de gros et de nombreux importateurs européens ont basculé leur approvisionnement vers l'Afrique du Sud et ce, au détriment de Madagascar.

II-1-4-2- La vanille

II-1-4-2-1- Les forces

Sur le plan international, on constate que le taux de vanilline est élevé pour la vanille malgache. La vanille malgache est un produit bio. Encore, l'inscription de la vanille malgache au Label « vanille Bourbon » est aussi un grand atout.

II-1-4-2-2- Les faiblesses

Elles se voient dans l'insécurité des planteurs (vols, agressions), le manque d'organisation des marchés, le problème de qualité : récoltes en vert, l'incompréhension de l'utilité des cartes de planteurs et préparateurs et le manque de professionnalisme des nouveaux planteurs. La présence des opportunistes pouvant détériorer la qualité du produit car ils misent plus sur la quantité que la qualité est encore une des faiblesses.

II-1-4-2-3- Les opportunités

L'apparition de nouveaux produits contenant de la vanille, la qualité très appréciée du parfum et de la saveur de la vanille malgache et l'existence de consommateurs ayant une préférence pour la vanille naturelle sont les principales opportunités.

II-1-4-2-4- Les menaces

La vanilline artificielle et la présence sur le marché de nouveaux pays producteurs entraînant une forte augmentation de l'offre et par voie de conséquence, une pression à la baisse sur les prix constituent des menaces difficiles à riposter.

II-1-4-3- Le café

II-1-4-3-1- Les forces

Généralement, elles sont expliquées par l'existence d'importantes superficies sur de bons sols d'alluvions pour un programme de relance de la caféiculture, les longues années d'expérience des planteurs sur la caféiculture (Robusta). Au niveau de la commercialisation il existe une possibilité de produire des marchandises très homogènes par groupement de traitement (cas de traitement par voie humide, chaîne de conditionnement) et donc créer un label de qualité du café de Madagascar. Il ne faut oublier aussi l'appui du CNCC pour la restructuration de la filière : promotion de la qualité et professionnalisation des producteurs, participation des opérateurs à la promotion de la production et de la qualité.

II-1-4-3-2- Les faiblesses

Les problèmes suivants persistent encore : vieillesse quasi générale des caféiers (25-40 ans), non-respect des cycles de régénération, plantations mal ou non entretenues devenues une culture de cueillette, mauvaises conditions de stockage (magasins non conformes aux normes), faible capacité de stockage au niveau des producteurs et des sous collecteurs (magasins à vocations multiples), inexistence d'organisations de producteurs de café, absence d'encadrement des planteurs en terme de technologie de transformation et non participation des opérateurs à la promotion de la qualité.

II-1-4-3-3- Les opportunités

Pour le café, les opportunités se présentent sur l'existence de demande sur le marché international et de proximité (îles voisines). Il y a aussi la bonne renommée du café KOUILOU de Madagascar sur le plan du marché international

II-1-4-3-4- Les menaces

Comme toutes autres produits d'exportations le café est soumis à l'émergence de nouveaux concurrents dans le monde : en Asie (Vietnam, Indonésie...). Le marché serait de plus en plus exigeant sur les normes de qualité (présentation, taux d'humidité, goût...). Il y a aussi des surproductions dans les grands pays producteurs. Il ne faut en outre, oublier l'effondrement des cours. Ainsi les risques sont nombreux tels que les dégâts cycloniques fréquents dans les zones de production de café robusta et les conditions climatiques défavorables lors de la période de récolte pour un séchage optimal du café (production de café de mauvaise qualité).

II-2- Soulèvement des principaux problèmes

II-2-1-Sur le plan international

Sur le plan international, les grandes menaces de l'agriculture se posent sur le changement climatique. Du 2 au 5 avril, les experts identifieront les impacts humains, géographiques et économiques des changements climatiques et évalueront les remèdes possibles.

Plus de 600 millions de personnes, notamment en Asie et en Afrique, seront probablement touchées.

Le 2 février 2007, les 600 experts réunis à Paris avaient confirmé, avec 90% de certitude, une hausse des températures comprise entre 1,9° et 6,4° d'ici 2100 par rapport à la période 1980-1999. Cette hausse et ses impacts varieront en fonction des efforts qui seront entrepris pour lutter contre les émissions de gaz à effet de serre. Plus de 1000 experts du monde entier ont contribué à ce rapport dont les 20 chapitres feront état des changements observés et de leurs impacts sur l'eau, sur les écosystèmes, sur l'agriculture, l'industrie et l'assurance, la santé, et la façon dont il affectera les huit grandes zones géographiques mondiales

Parmi les effets attendus, les experts soulignent la réduction générale des rendements agricoles dans les régions tropicales et subtropicales, une diminution des disponibilités en eau, une augmentation du nombre de personnes exposées à des maladies à transmission vectorielle (paludisme) ou à des maladies hydriques (choléra) et une hausse de la mortalité due aux agressions thermiques, ainsi qu'une augmentation généralisée du risque d'inondation due à la fois à l'augmentation des épisodes de fortes précipitations et à l'élévation du niveau de la mer. Au plan géographique, les zones côtières et les quelque 634 millions de personnes qui y vivent seront particulièrement vulnérables. Plus de 180 pays comptent en effet des habitants dans ces régions, et 70% d'entre eux abritent des agglomérations de plus de cinq millions d'habitants comme Tokyo, New York, Mumbai (Bombay), Shanghai, Djakarta et Dacca. En Afrique, en Amérique latine et en Asie, où les possibilités d'adaptation sont généralement faibles, les variations néfastes des débits saisonniers des cours d'eau, les inondations et les sécheresses, les problèmes de sécurité alimentaire, les répercussions sur les pêches, les conséquences sanitaires et l'atteinte à la diversité biologique figurent parmi les principales vulnérabilités.

Canicules : une norme estivale en 2050

Dans les pays en développement d'Asie les systèmes humains font preuve d'une capacité d'adaptation limitée et d'une grande vulnérabilité. Baisse de la productivité agricole, stress hydrique, inondations, sécheresses et cyclones tropicaux porteront atteinte à la sécurité alimentaire. Dans l'Arctique, le changement climatique devrait être plus marqué et plus rapide qu'ailleurs, avec d'importantes répercussions écologiques, sociologiques et économiques, soulignent les experts. De façon moins dramatique qu'en Afrique et en Asie, le réchauffement affectera l'Europe et la France, les canicules devenant, en 2050, la norme estivale. Les hausses de température et les vagues de chaleur pourraient modifier les destinations habituelles du tourisme.

Les pertes économiques imputables aux événements catastrophiques ont été multipliées par 10,3 passant de 3,9 milliards de dollars par an dans les années 50 à 40 milliards dans les années 90. Environ un quart de ces pertes se sont produites dans les pays en développement et posent un réel problème d'adaptation du secteur aux évolutions climatiques.

II-2-2- Pour le cas malgache

La problématique environnementale dans le secteur agricole malgache concerne principalement les domaines ci-après :

La déforestation estimée à 200 000 ha /an pouvant faire disparaître le couvert forestier en 25 ans si les tendances actuelles persistent. Les pratiques du tavy (culture sur brûlis), les feux de brousse conséquence des feux de pâturages non contrôlés, l'exploitation non conservatrice des forêts, sont les principales causes de cette déforestation. Les conséquences sur le plan agricole sont l'accélération de l'érosion des sols, le tarissement des nappes phréatiques ;

La dégradation des sols due à l'érosion entraînant le départ de 150 à 200 tonnes à l'hectare par an de couches arables sur sol nu. Les conséquences de ce phénomène sont : l'ensablement des rizières et des rivières, la diminution de la fertilité des sols entraînant des chutes de rendement, la diminution des superficies cultivables;

La dégradation des zones lacustres et marines entraînant la diminution des superficies exploitables et de la productivité des ressources halieutiques ;

La pollution de l'eau due à l'utilisation des produits chimiques ;

La vulnérabilité grandissante aux cataclysmes naturels tels que : les cyclones provoquant la montée rapide des eaux (inondation avec ses conséquences), les criquets avec des essaims de plus en plus grands favorisées par l'extension des zones de savanes, conséquences directes des feux de brousse et de la déforestation ;

L'insuffisance de la prise de conscience des populations et notamment des paysans pour la prise en compte de la dimension environnementale dans l'application des techniques de production protectrices de l'environnement ;

Vu les principaux problèmes liés à la productivité agricole malgache et après avoir présentés des analyses FFOM par filière, force est de proposer des solutions et des recommandations adaptées à la présente situation.

CHAPITRE III : RECOMMANDATIONS

Sous la rubrique recommandations, allouons dans huit volets toutes les actions et stratégies à entreprendre pour améliorer la productivité agricole à Madagascar. Ils sont respectivement la vulgarisation agricole, la maîtrise de l'eau, la mécanisation agricole, l'instauration d'un régime foncier adapté, le renforcement de la sécurité rurale, la prise en compte des dimensions environnementales, le financement du monde rural et la mise en place des normes et qualités.

III-1- La vulgarisation agricole

Par définition, la vulgarisation apparaît comme un transfert de technologie qui consiste à aider les agriculteurs à améliorer la productivité de l'agriculture et/ou des activités rurales pour qu'ils puissent assurer leur sécurité alimentaire, augmenter leur revenu afin de satisfaire à une aspiration légitime au mieux être.

Pour ce qui est de la vulgarisation, les actions suivantes sont fortement recommandées : la participation des producteurs à la prise de décision, à l'exécution et au suivi-évaluation dans un souci de pérennisation des actions, ensuite, le développement de la responsabilisation effective des OPA, des différents groupements interprofessionnels, par des appuis institutionnels, en plus, la décentralisation des centres de décision, déconcentration des services de l'Etat par le transfert à l'échelle régionale des attributions et des ressources relevant auparavant de l'administration centrale, en outre, l'implication du Tranobe ny Tantsaha en mettant à sa disposition des techniciens chargés de conseiller les OP. Encore s'ajoute la recherche de complémentarité, de partenariat et développement de synergie au niveau des différentes entités œuvrant dans le développement rural, la facilitation de l'accès de l'ensemble des agriculteurs à toutes les informations pouvant concourir à accélérer la responsabilisation, la professionnalisation, l'amélioration de leurs revenus et de leurs niveaux de vie, la promotion de la vulgarisation contractuelle et du transfert progressif de la vulgarisation du secteur public vers le secteur privé tout en assurant les mesures d'accompagnement.

III-2- La maîtrise de l'eau

Le riz est cultivé sur environ 1 450 000 ha répartis en trois systèmes de culture dont 79% des surfaces en rizière aquatique, 10% en pluvial, et 11% en tavy. Malgré les efforts entrepris pour améliorer la production, la productivité reste faible

La riziculture aquatique constitue donc la base de la riziculture à Madagascar, et la maîtrise de l'eau reste un facteur fondamental de la productivité. En effet, la maîtrise de l'eau permet une intensification de la riziculture: par une meilleure valorisation des fertilisants, par la pratique de la double riziculture (riz/riz), et la pratique des cultures de contre saison après le riz.

Pour donner des ordres de grandeur, la riziculture aquatique (maîtrise de l'eau partielle en général, totale sur une partie des aménagements agricoles modernes), représentait en 1999 une superficie de 1 163 000 ha, sur laquelle, on estime à 120 000 ha la superficie des grands périmètres irrigués (GPI), à 170 000 ha celle des petits périmètres irrigués (PPI), ces deux catégories représentant le secteur irrigué moderne. Le reste, soit 873 000 ha est qualifié de micro hydraulique, et représente la riziculture aquatique traditionnelle (une partie de ces surfaces a fait l'objet d'améliorations dans le cadre du projet de micro hydraulique).

Pour résoudre les problèmes liés à cette faible productivité, définissons les stratégies et plan d'action suivants :

III-2-1- les stratégies

Considérons comme principales stratégies les programmes de réhabilitation à la demande des bénéficiaires, la mise en place d'une structure pérenne de maintenance et de gestion dans les périmètres irrigués, la mobilisation des ressources locales aux investissements et aux frais d'entretien des infrastructures hydro-agricoles par la participation solidaire des entités bénéficiaires et l'application de l'état de droit.

III-2-2- Le plan d'actions

Concernant le plan d'action, il est alors important de mettre en relief la sensibilisation des usagers de l'eau dans les périmètres irrigués, la mise en place des associations des usagers, le transfert de gérance des réseaux, le renforcement des capacités techniques, financières, juridiques et matérielles des AUE, la redéfinition des tâches et rôles, et responsabilités des Services du Ministère et des autorités locales, le partage des coûts entre les usagers, les opérateurs économiques et l'Etat. Par ailleurs, l'application du guide environnemental, l'appel

aux ONG spécialisées pour tout traitement environnemental, la mise en place d'un fonds permanent d'intervention d'urgence par l'Etat, pour faire face aux cataclysmes naturels, l'application systématique du système de vulgarisation agricole dans les périmètres irrigués et enfin la coordination des partenaires financiers dans le secteur irrigué devraient à émettre.

III-3- La mécanisation agricole

La mécanisation est toute action qui vise à augmenter l'efficacité du travail humain en utilisant un outil, un matériel ou un équipement, muni d'un moteur ou non. Le machinisme agricole est l'utilisation d'un matériel muni d'un moteur pour effectuer un travail déterminé. Dans les deux cas, l'objectif est double : diminuer la pénibilité du travail physique tout en augmentant la productivité.

La mécanisation agricole s'applique aux matériels, équipements, outillages et accessoires employés dans tous les domaines de l'Agriculture, c'est à dire la production agricole, la production animale, la production forestière. Enoncé de la politique

Contribuer à la réduction de la pauvreté et à la sécurisation alimentaire en augmentant la productivité agricole ainsi que la superficie cultivée, et partant la production agricole, par la relance de la mécanisation agricole.

Pour assurer la mécanisation agricole, il convient de définir les actions suivantes :
pérennisation de la détaxation du matériel agricole, orientation des projets de développement rural vers une intégration de la mécanisation. Ainsi s'ajoutent le développement et intensification de l'utilisation de matériels dans les exploitations agricoles, avec généralisation de la culture attelée depuis le travail du sol jusqu'à la récolte, l'intensification et / ou reprise de la coopération avec gouvernements russe, japonais, chinois, vietnamien, etc. il s'avère ainsi nécessaire de promouvoir le système de location et de location gérance de matériels agricoles avec les opérateurs privés, continuer les opérations de petits matériels.

III-4- L'instauration d'un régime foncier adapté

Le rôle principal dévolu au foncier dans le développement économique de Madagascar est d'assurer une sécurité foncière aux producteurs et investisseurs par la mise en œuvre de procédures d'immatriculation ainsi que par le système de publicité foncière

L'insécurité foncière demeure un facteur parmi tant d'autres, qui freine le processus de développement économique de Madagascar en général et le développement rural en particulier.

Pour le secteur agricole, l'insécurité foncière se manifeste par la recrudescence des conflits fonciers où la plupart des producteurs qui sont des occupants de fait sans titre s'exposent le plus souvent à des revendications de leurs terrains et à des spoliations de tout genre amenuisant de la sorte leur motivation pour investir du travail ou du capital en vue de l'accroissement de la production.

La politique foncière devrait donc viser à : faciliter l'accès au capital foncier des producteurs et assurer une sécurité suffisante aux investisseurs ; rationaliser la gestion foncière par la mise en place d'un système informatisé des informations foncières et constituer une base de données fiable.

III-5- Le renforcement de la sécurité rurale

La sécurité en milieu rural englobe plusieurs formes : la protection contre les actes de banditisme, de vandalisme, de vol de bœufs, d'atteinte aux bonnes mœurs, mais aussi contre les cataclysmes naturels tels que : cyclones, invasions acridiennes, sécheresse, inondations, incendies, etc.

Pour remédier à tous ces problèmes, il serait mieux d'implanter de détachements autonomes de sécurité (DAS), de mettre en place des soutiens logistiques des unités territoriales de gendarmerie, de mettre en place des systèmes d'information en temps réel sur les zones vulnérables (zones cycloniques, zones de sécheresse), de mobilisation des ONG pour la gestion des actions d'urgence.

III-6- La prise en compte des dimensions environnementales

La politique environnementale a pour but de réconcilier la population avec son environnement en vue d'un développement durable. En effet, la population est non seulement victime mais aussi acteur de la spirale de dégradation liée à l'exploitation non durable des ressources naturelles. Ainsi, il est primordial d'axer tous les efforts sur la population afin de connaître ses besoins fondamentaux, ses motivations, sa vie sociale, sa culture et le processus qui mène à la dégradation de son propre environnement.

Il convient de rappeler que le Ministère de l'Environnement et des Eaux et Forêts est responsable de la conception et de la mise en œuvre de la politique nationale de l'environnement.

L'objectif de la prise en compte des dimensions environnementales consiste alors à accroître la productivité grâce à une meilleure exploitation et gestion des ressources naturelles. Pour ce faire, on peut appliquer des techniques et technologies appropriées, préserver de l'environnement et gestion rationnelle des espaces ruraux, introduire des mécanismes d'organisation, de gestion et de développement des infrastructures

III-7- Le financement du monde rural

Madagascar est un pays essentiellement agricole. Environ 80% de la population malgache vit en milieu rural et le secteur agricole est le principal fournisseur d'emploi (environ 65% de la population active) pour cette population exclue des systèmes financiers classiques. La micro finance est considérée comme un des outils permettant de promouvoir des activités économiques diversifiées. Le contexte de l'agriculture malgache ne lui permet pas de financer son développement exclusivement sur sa propre capacité d'accumulation. Les multiples besoins en investissements ne peuvent être assumés par le secteur bancaire ou les IFM, qui ont des préoccupations propres de rentabilité et d'équilibre.

Pour soutenir l'investissement dans le secteur agricole, le défi qui se pose à l'Etat, malgré la faiblesse de ses moyens propres, est d'élargir la couverture des services financiers de proximité en facilitant en particulier : l'amélioration du taux de pénétration des services financiers de proximité, l'accessibilité des services financiers aux agriculteurs, le renforcement des complémentarités entre les secteurs bancaire, de la micro-finance, et les acteurs liés aux investissements publics (Projets, ONG,...) et l'amélioration de la réglementation du secteur et l'impulsion des mesures d'incitation.

L'enjeu de cette politique est de rechercher simultanément un impact économique (développement des zones rurales, compétitivité, devises,...) et social (sécurité alimentaire) optimal, et de permettre aux couches rurales chroniquement fragiles de pouvoir investir dans leurs activités agricoles, avec des outils adaptés à la particularité de leur métier, à des conditions soutenables. Ces préoccupations recourent la nécessité d'assurer la viabilité et la durabilité des institutions financières de proximité.

III-8- La mise en place des normes et qualités

Normes⁴¹ : Ensemble des critères (qualitatifs et quantitatifs) définissant la qualité d'un produit, les caractéristiques d'un processus de fabrication. En matière de norme, l'ISO est un document établi par consensus et approuvé par un organisme reconnu. Il fournit pour l'usage commun et répété, des règles, des lignes directrices ou des caractéristiques pour des activités ou leurs résultats qui visent le degré optimal d'ordre.

Qualités : C'est la "Propriété qui fait l'excellence d'un produit" : par exemples, la rentabilité et l'existence de débouché pour le producteur, la facilité de transformation pour le transformateur, la satisfaction de la clientèle et la constance des approvisionnements pour le vendeur, le prix, la valeur organoleptique pour le consommateur. Pour l'ISO 9000, c'est "l'aptitude d'un ensemble de caractéristiques intrinsèques à satisfaire des exigences (implicites ou imposées)".

Pour rendre compétitifs les produits des industries manufacturières et les Petites et Micro Entreprises, reconquérir des marchés régionaux et/ou internationaux, renforcer le partenariat avec les diverses organisations internationales et régionales, il faudrait mettre en conformité les normes de qualité à l'exportation avec les exigences internationales pour favoriser les exportations, mettre en place un système d'information et de technologie axé sur : la veille informationnelle sur les normes mondiales de productivité; le renforcement de la démarche qualité (label Madagascar, traçabilité...); la promotion de labels pour les produits d'exportations. Il faudrait mettre en œuvre une assurance qualité des produits, participer à des salons internationaux d'entreprises bien choisies, promouvoir l'image du produit malagasy (organisation de concours agricole orienté Qualité, etc.), renforcer les capacités nationales en matière de qualité et formation des producteurs et des techniciens à la production de qualité.

MCours.com

⁴¹ On dit aussi standard ou "norme standard".